

**EMBARGO : NE PAS PUBLIER, DIFFUSER OU TRANSMETTRE AVANT
LE 24 JUIN 2008, À 12 HEURES, HEURE DE WASHINGTON.**



THE WORLD BANK

Working for a World
Free of Poverty

COMMUNIQUÉ DE PRESSE

Communiqué de presse n° 2008/_____/WBI

Contacts :

À Washington : Christopher Neal (202) 473-4029

cneal1@worldbank.org

Ekaterina Svirina (202) 458-1042

esvirina@worldbank.org

Les indicateurs de gouvernance dans le monde montrent que certains pays font des progrès en matière de gouvernance et de lutte contre la corruption

WASHINGTON, 24 juin 2008 — La version actualisée de cette année des Indicateurs de gouvernance dans le monde, établie par des chercheurs de la Banque mondiale, montre que les gouvernements de nombreux pays en développement ont fait des progrès remarquables dans la lutte contre la corruption, et que certains d'entre eux ont obtenu des résultats comparables à ceux des pays riches pour l'ensemble des paramètres de la gouvernance.

« Certains pays progressent rapidement dans le domaine de la gouvernance, notamment en Afrique, ce qui montre qu'un certain degré d'« afro-optimisme » serait de mise », a déclaré **Daniel Kaufmann, co-auteur du rapport et Directeur de la gouvernance à l'Institut de la Banque mondiale**, tout en reconnaissant que les données font aussi apparaître des différences sensibles entre les pays, voire entre voisins au sein de chaque continent. « Les progrès sont en rapport avec les réformes dans les pays où les dirigeants politiques, les décideurs, la société civile et le secteur privé considèrent la bonne gouvernance et la lutte contre la corruption comme des facteurs indispensables à une croissance durable et partagée. »

La bonne gouvernance peut se remarquer dans des pays à tous les niveaux de revenu, certaines économies émergentes obtenant des résultats similaires à ceux des pays riches sur des dimensions clés de la gouvernance. Plus d'une douzaine de pays émergents, notamment la Slovaquie, le Chili, le Botswana, l'Estonie, l'Uruguay, la République tchèque, la Hongrie, la Lettonie, la Lituanie, Maurice et le Costa Rica ont réalisé, pour certains aspects clés de la gouvernance, des performances supérieures à celles des pays industrialisés comme la Grèce ou l'Italie. Et dans bien de cas, ces différences sont significatives au point de vue statistique.

Sur la période 2002-2007, les Indicateurs font apparaître des améliorations sensibles de la gouvernance, mais aussi une dégradation de la situation dans certains cas. À titre d'exemples, on peut citer de solides améliorations sur la dimension Voix citoyenne et responsabilité dans des pays comme l'Ukraine et Haïti ; des améliorations sur la composante Stabilité politique et Absence de violence/terrorisme en Argentine ; et des améliorations au plan de la Lutte contre la corruption en Géorgie et en Tanzanie.

Mais en dépit des acquis en matière de gouvernance dans certains pays, la qualité générale de celle-ci à travers le monde ne s'est pas véritablement améliorée au cours de la dernière décennie. Si certains pays ont enregistré de bons résultats, d'autres, en nombre égal, ont vu leurs performances se dégrader sur plusieurs aspects de la gouvernance, notamment le Zimbabwe, la Côte d'Ivoire, le Belarus, l'Érythrée et le Venezuela. D'autres, plus nombreux encore, n'ont montré aucun changement significatif au cours de ces dernières années.

Les Indicateurs donnent à penser que là où des réformes sont engagées, la gouvernance peut être améliorée rapidement, ce qui arrive effectivement. Au cours de la dernière décennie, de 1998 à 2007, des pays de toutes les régions ont affiché des améliorations sensibles de la gouvernance, même si dans certains cas ils partaient d'un très faible niveau. Au nombre des exemples figurent ceux des pays suivants dans les catégories correspondantes :

- Ghana, Indonésie, Liberia et Pérou (dans la catégorie Voix citoyenne et responsabilité) ;
- Rwanda, Algérie et Angola (Stabilité politique et Absence de violence/terrorisme) ;
- Afghanistan, Serbie et Éthiopie (Efficacité des pouvoirs publics) ;
- Géorgie et République démocratique du Congo (Qualité de la réglementation) ;
- Tadjikistan (État de droit) ; et
- Liberia et Serbie (Lutte contre la corruption).

« Les Indicateurs de gouvernance dans le monde et d'autres mesures permettent de susciter le débat public sur les enjeux et les succès de la gouvernance » déclare **Aart Kraay, coauteur des Indicateurs et économiste principal du Groupe de recherche sur le développement de la Banque mondiale**. *« Mais, en même temps, le débat sur une gouvernance fondée sur des mesures empiriques doit faire preuve de réalisme concernant les limites des données existantes. À cet égard, il importe que les utilisateurs prennent au sérieux les marges d'erreur signalées dans les Indicateurs de gouvernance dans le monde, marges d'erreur qui traduisent les difficultés inhérentes aux mesures de la gouvernance au moyen d'un type quelconque de données. »*

L'étude de cette année est la septième mise à jour des Indicateurs de gouvernance dans le monde, l'aboutissement d'une longue décennie de travail des chercheurs à l'effet d'élaborer et de mettre à jour le jeu le plus complet d'indicateurs de gouvernance pour tous les pays actuellement à la disposition du public. Cet ensemble d'indicateurs, ainsi que leurs sources de données, sont disponibles sur le site web www.govindicators.org. Ces indicateurs couvrent 212 pays et territoires et se fondent sur 35 sources de données différentes pour saisir les points de vue de dizaines de milliers de personnes interrogées dans le monde entier au cours de l'enquête, et de milliers d'experts des secteurs privé, public et des ONG. Les décideurs et les groupes de la société civile à travers le monde utilisent les Indicateurs pour évaluer les enjeux de la gouvernance et suivre les réformes et les experts y ont recours pour rechercher les causes et les conséquences de la bonne gouvernance.

Améliorer la gouvernance aide à combattre la pauvreté et à relever les conditions de vie. Dix années de recherche ont montré qu'une meilleure gouvernance favorise le développement, et non l'inverse. L'amélioration de la gouvernance par un écart type entraîne une baisse de deux tiers de la mortalité infantile et une augmentation à long terme du revenu d'environ 300 %. Une telle amélioration est possible puisqu'il s'agit juste d'une petite différence entre les meilleurs et les plus mauvais élèves. Par exemple, concernant l'État de droit, un écart type est tout ce qui sépare la très mauvaise note de la Somalie ou de l'Afghanistan de celle de pays comme le Kenya et la Bolivie, ou les notes de ces derniers pays de celles du Ghana ou de l'Égypte, ou ces deux pays à leur tour, du Portugal ou de l'Estonie, ou encore le Portugal et l'Estonie des meilleurs performants comme le Danemark ou la Suisse.

Il a également été établi que la bonne gouvernance améliore sensiblement l'efficacité de l'aide au développement en général, et des projets financés par la Banque en particulier.

« Jusqu'au milieu des années 90, je ne pensais pas que la gouvernance pouvait être mesurée. Les indicateurs de gouvernance dans le monde m'ont convaincu du contraire » déclare **Shlomo Yitzhaki, Directeur du Bureau central de statistique d'Israël et professeur d'économie à l'Université hébraïque**. *« Ce rapport représente le nec plus ultra en matière d'élaboration d'indicateurs périodiques de gouvernance qui peuvent aider considérablement les analystes politiques et les décideurs dans l'évaluation des performances de leurs pays. Exceptionnellement, il rend publiques les données agrégées et désagrégées, ainsi que les marges d'erreur estimatives pour chaque pays. Incontestablement, il établit la norme pour la transparence des données. »*

###

Le texte intégral du rapport « Les problèmes de gouvernance VII », la synthèse des principaux résultats et la nouvelle version actualisée des données des Indicateurs de gouvernance dans le monde sont disponibles à l'adresse : <http://www.govindicators.org>.

Les indicateurs de gouvernance dans le monde ne reflètent pas la position officielle de la Banque mondiale, de son Conseil des administrateurs ou des pays qu'ils représentent. Le Groupe de la Banque mondiale n'utilise pas ces indicateurs pour affecter des ressources.

INFORMATIONS DE BASE

LES INDICATEURS DE GOUVERNANCE DANS LE MONDE 2008

De même que l'importance de la bonne gouvernance pour le développement et l'efficacité de l'aide est de plus en plus reconnue, de même s'accroissent les initiatives visant à mesurer et suivre les résultats en matière de gouvernance.

Le projet des Indicateurs de gouvernance dans le monde tente de mesurer la gouvernance en faisant la synthèse des points de vue et des rapports de diverses sources, notamment Economist Intelligence Unit, Latinobarometro, Afrobarometer, Forum économique mondial, Freedom House, Gallup World Poll, Bertelsmann Transformation Index, Base de données sur les profils institutionnels des organismes du Gouvernement français, Perspectives économiques en Afrique du Centre de développement de l'OCDE, Indice global d'intégrité, Political and Economic Risk Consultancy en Asie, et Reporters sans frontières, entre autres.

Les auteurs des Indicateurs de gouvernance dans le monde définissent la gouvernance comme les traditions et les institutions par lesquelles l'autorité s'exerce dans un pays. Il s'agit notamment du processus par lequel les pouvoirs publics sont choisis, suivis et remplacés; la capacité des pouvoirs publics à élaborer et appliquer efficacement des politiques saines; et le respect par les citoyens et l'État des institutions qui régissent les interactions économiques et sociales entre eux.

Les Indicateurs de gouvernance dans le monde mesurent les six définitions globales suivantes de la gouvernance en saisissant les éléments clés de ces définitions :

- **Voix citoyenne et responsabilité** : mesure à quel point les citoyens d'un pays peuvent participer à la sélection de leurs gouvernants, ainsi que la liberté d'expression, d'association et de presse.
- **Stabilité politique et absence de violence** : mesure la probabilité d'une déstabilisation ou d'un renversement de gouvernement par des moyens inconstitutionnels ou violents, y compris le terrorisme.
- **Efficacité des pouvoirs publics** : mesure la qualité des services publics, les performances de la fonction publique et son niveau d'indépendance vis-à-vis des pressions politiques.
- **Qualité de la réglementation** : mesure la capacité des pouvoirs publics à élaborer et appliquer de bonnes politiques et réglementations favorables au développement du secteur privé.
- **État de droit** : mesure le degré de confiance qu'ont les citoyens dans les règles conçues par la société et la manière dont ils s'y conforment et, en particulier, le respect des contrats, les compétences de la police et des tribunaux, ainsi que la perception de la criminalité et de la violence.
- **Lutte contre la corruption** : mesure l'utilisation des pouvoirs publics à des fins d'enrichissement personnel, y compris la grande et la petite corruption, ainsi que « la prise en otage » de l'État par les élites et les intérêts privés.